

VOLLARD

« Une grève de la faim pour vivre »



La première de Millénum n'aura pas lieu vendredi. Ce spectacle francophone monté par Vollard, dont les comédiens ont entamé une grève de la faim, est reporté jusqu'à nouvel ordre.

Affameurs ou affamés ?

« Indécents » ! Ainsi réagissent quelques unes des vingt-trois troupes de théâtre réunionnaises, en observant à la télévision les grévistes de la faim de la troupe Vollard, installés depuis hier sur leurs matelas à l'intérieur d'une salle de l'espace Jeumon. Alors que le patron de Vollard réclame davantage d'argent à ses bailleurs de fonds - publics -, le théâtre Talipot s'exclame :

« Comment quelqu'un qui a faim peut-il soutenir un gréviste de la faim » ? Si chacun s'accorde à reconnaître la valeur des produits de Vollard, tous considèrent ce théâtre comme déjà bien loti en matière de subventions. En 1991, c'était une manne de 2,1 millions de francs qui tombait tout droit des caisses du conseil régional, de l'Etat ou du Département dans l'escarcelle d'Emmanuel Genvrin, le patron de Vollard. Un peu moins en 1992, avec 1,8 million de francs (y compris les subventions municipales).

Lorsque les associations théâtrales lorgnent sur les 4,8 millions de francs déboursés en 92 par les collectivités et l'Etat pour cet art, elles sont en droit de s'interroger sur la gourmandise de Vollard... Jusqu'au-boutiste, Emmanuel Genvrin affirme cependant que sans la troupe Vollard, « à la Réunion, les choses iront plus mal dans la vie tout court »...

THEATRAUX jusque dans le drame qu'ils sont en train de jouer, les comédiens de Vollard à Saint-Denis ont sorti hier les matelas et les couvertures. Comme les Maliens cullibés de Vincennes ou les Albanais dont personne ne veut, ils exposent leur colère et quementant la compassion publique (*Le Quotidien* d'hier). Ils sont quelques uns à avoir entamé une grève de la faim pour dire combien leur situation financière est dramatique (comédiens pas payés, déficit...). C'est que la troupe d'Emmanuel Genvrin doit se contenter de quelques deux millions de francs de subventions annuelles. Alors qu'à l'entendre, nul ne devrait ignorer, surtout pas les collectivités locales qui

financent la culture, que l'art et la création n'ont pas de prix.

Il n'en demeure pas moins que le conseil régional se fait tirer l'oreille pour rallonger la sauce. Hier, le président Camille Sudre était même gagné par un authentique agacement. La grève de la faim de Vollard a débuté par un véhément discours d'Emmanuel Genvrin. Au nom du théâtre réunionnais, il s'est plaint du sort réservé par les élus aux troupes locales. Mais cette dimension départementale et océanique dont il enrobe son combat est sévèrement contestée par Philippe Pelen, de Talipot, qui considère que Vollard se bat avant tout pour Vollard (voir encadré). Même si personne ne nie la place essentielle qu'il convient

d'accorder à la culture en général, et au théâtre en particulier, certains esiment par ailleurs que ceux qui ont l'espace Jeumon pour salle de jeu poussent jusqu'à l'indécence. Se battre est louable, mais faire dans le grandiloquent a de quoi choquer.

« Le bilan est très positif »

Et hier matin, Emmanuel Genvrin n'a pas évité cet écueil, lui qui a notamment déclaré : « L'île de la Réunion serait moins névrosée avec un ou plusieurs théâtres Vollard. » Mieux : « Si le théâtre Vollard s'arrête, à la Réunion les choses iront plus mal dans la vie tout court. » Ou

encore : « Si nous, Vollard, on se couche, il y en a beaucoup qui se coucheront. » Toujours est-il que la résistance s'organise à Jeumon, et que les comédiens étrangers initialement venus dans le département pour jouer Millénum, la pièce à 1,8 millions de francs qui a déclenché la grève et qui ne débutera probablement pas vendredi, doivent commencer à douter. Même si par nature la démarche théâtrale a souvent exigé que les braises du combat soient sans cesse ravivées, il y a fort à parier qu'ils ne s'attendaient pas à un tel spectacle.

Cette action entamée par Emmanuel Genvrin s'inscrit, selon lui, dans le riche constat qu'on peut objectivement dresser des

treize années d'existence de sa troupe : « Si on fait le point, le bilan de Vollard est très positif. Nous ne faisons pas une grève de la faim pour mourir, mais pour vivre. »

A l'appui, il avance les chiffres de 20.000 spectateurs par an (scolaires compris), plus Lepervenche qui à la Grande Chaloupe attaque sa troisième année, pour un total de près de 80 représentations. Si Emmanuel Genvrin lui-même ne sait pas à quoi conduira cette grève de la faim, « je ne suis pas carlo-mancienne », c'est maintenant au tour des comptables du département et de la région, ainsi que des élus, de monter sur les planches.

P.P.

EMMANUEL GENVRIN

« Je ne peux pas faire des pièces à trois sous »

- Quel regard portez-vous sur le travail de Vollard ?

- Vollard est une troupe en constante évolution. Notre parcours est étonnant, car au départ, il y a treize ans, nous étions un atelier de la MJC du Tampon. Moi-même je n'avais jamais été metteur en scène, même si j'avais déjà fait du théâtre. Au départ, je suis diplômé en psycho-pathologie. Maintenant pour répondre à votre question, il faut savoir qu'il y a des hiérarchies financières dans ce métier, et que nous sommes inspectés et notés. Je vais vous dire ce que pense le ministère de la culture de Vollard. Nous sommes une compagnie hors commission, ce qui signifie que nous sommes dans les trente premières compagnies indépendantes françaises. Certaines régions de France n'ont pas d'équivalent, de troupes hors commission. Oui, le théâtre Vollard fait un travail artistique reconnu nationalement. Nous pouvons mettre à la disposition de celui qui le souhaite, six ou sept centiques de journalistes nationaux, de personnes qui comptent dans le milieu. Et croyez-moi, c'est difficile de leur plaire. Vollard a un bon niveau, et est, ou était, encore en progrès avec

Millénum.

- Et que pensez-vous des autres troupes de la Réunion ?

- Il y en a que j'aime bien, il y en a d'autres que j'aime moins. Il faut considérer deux critères. On peut aimer un spectacle en tant que spectateur, et ensuite la façon dont les gens de la troupe en parlent. Comment ils voient leur métier. La situation est très contrastée. Nous avons beaucoup d'amis. Source vive, Koméla, le Théâtre d'azur, l'Acta. Nous nous fréquentons depuis longtemps, même si nous ne sommes pas d'accord sur tout. Nos relations sont correctes.

- Vous donnez l'impression de parler plus souvent d'argent que de théâtre ?

- Je ne parle pas de théâtre, j'en fais. Plutôt que de longs discours, il vaudrait mieux que les gens viennent voir nos pièces. Je parle plus d'argent car le théâtre va bien. Nous appelons au secours quand les choses vont mal. Nous sommes piégés dans cette affaire, on ne nous donne pas ce qu'il faut, et c'est une politique délibérée. On nous met dans un état de mendicité permanent. Je trouve ça d'une bêtise énorme. Les politiques, à part quelques

uns comme Eric Boyer ou Paul Vergés, avec lesquels nous ne sommes pas toujours d'accord, n'ont pas de discours sur la culture. Par ailleurs, si on ne commande pas de routes ou de lycées à la SBTPC, elle fermera ses portes. Je pense qu'il faut parler en terme d'économie générale, car l'argent circule d'une certaine façon. Les entreprises de la Réunion sont toutes dépendantes des commandes publiques. Je dis arrêtons de faire de nous des mendicants. Il faut avoir conscience que quand une troupe est hors commission, son budget est de trois ou quatre millions de francs.

- Pour quelles raisons les collectivités locales doivent-elles forcément subventionner Vollard et les autres à la hauteur de leurs exigences ?

- Nous sommes prêts à laisser parler un inspecteur des théâtres, quelqu'un qui s'y connaît. J'ai avec moi 35 personnes, je paie ma sœur, et un comédien ça vaut tant. Quand je dis qu'un spectacle coûte tant d'argent, c'est que notre métier est organisé. Le SMIG, ça existe. Je ne peux pas faire des pièces à trois sous.

- N'êtes-vous pas une troupe

départementale qui a des prétentions nationales, financièrement nationales, sans en avoir la vocation ?

- C'est faire l'impatte sur la régionalisation. Pour lutter contre le monopole parisien, un mouvement est né après la guerre pour mettre en place des unités de création en région. C'est le cas à Marseille, à Saint-Denis de la Réunion, ou ailleurs. Il faut jouer le jeu, ou alors nous partons à Paris.

- En raison de la situation difficile que vous dites traverser, pourquoi ne pas avoir révisé le budget de Millénum à la baisse ?

- Je réponds à ça que la Réunion ne supporte pas les dépenses engagées pour les comédiens étrangers. Dans ce projet, la Réunion paie pour les Réunionnais. Il faut savoir qu'en ce moment on dépense de l'argent canadien. Le conseil régional du Limousin participe également au financement de Millénum, qui sera joué à Limoges dans le cadre du dixième anniversaire des francophonies. J'ai un peu honte de la Réunion. Les autres acceptent de financer, ici non. Ça donne une petite idée des difficultés pour convaincre les politi-

ques du département. Ensuite, nous postulons aussi pour le sommet des chefs d'Etat francophones qui va prochainement avoir lieu à Maurice. C'est une grosse affaire.

- Le budget de Millénum est de 1,8 million de francs. N'est-ce pas un peu beaucoup ?

- Le budget de Vollard pour cette année correspond à celui de l'an dernier, et à celui d'avant. Et j'ai aussi trouvé des financements ailleurs.

- Menez-vous actuellement des négociations avec les assemblées locales, et comment s'annonce l'avenir ?

- Je ne sais pas si on peut parler de négociations. On va y arriver, mais il va falloir leur secouer les puces. Nous sommes face à une nouvelle équipe au conseil régional, il faut l'obliger à prendre en compte la culture, car elle n'y est pas portée naturellement. En dehors de mon amié pour Camille Sudre, il tient des discours archaïques et naïfs. C'est dangereux au poste où il est. Il devrait se faire conseiller et aider par des gens qui connaissent bien ce milieu et ses problèmes qui sont complexes.

Patrice PALAU